

LA BANQUE DU PEUPLE

Assemblée Générale Annuelle

Lundi dernier à 3 heures p. m. avait lieu au siège social de la banque, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque du Peuple.

Étaient présents, Son Honneur le maire Jacques Grenier, président ; MM. Alphonse Leclair, Wm. Francis, Moïse Branchaud, Arthur Provost et Charles Lacaille, directeurs ; M. J. S. Bousquet, gérant ; MM. Nolan Delisle et P. P. Martin, auditeurs et MM. John Crawford, Louis Armstrong, W. S. Evans, E. H. Parent, J. Y. Gilmour, W. Morrisson, Hector Provost, Wm. Ross, C. A. Geoffron, Micheal Burke, Char Lamothe, James Wilson, etc., etc.

M. le maire Grenier, ayant été appelé à prendre la présidence de l'assemblée et M. J. S. Bousquet à occuper la charge de secrétaire, M. Grenier en quelques mots précis et concis donna un aperçu général des affaires de la banque, comme introduction, puis il demanda à M. Bousquet de lire le rapport des directeurs, qui suit :

ÉTAT DES PROFITS POUR L'ANNÉE EXPIRANT LE 1ER MARS 1890

Dt.	
Dividende de 3 pour cent payé le 1er Septembre 1889	\$ 36,000 00
Dividende de 3 pour cent payable le 3 mars 1890	36,000 00
Montant porté au Fonds de Réserve	50,000 00
Balances portées au crédit du compte de Profits et Pertes	1,239 03
	\$123,239 03
Ct.	
Profit net, établi après avoir déduit les dettes mauvaises et douteuses de l'année et déduit les frais généraux d'administration	\$123,239 03
	\$123,239 03

Les profits nets de l'année, établis après avoir déduit les dettes mauvaises et douteuses ainsi que les frais généraux de l'administration ont été de \$123,239.03.

De ce montant, nous avons payé des dividendes au taux de six pour cent par année, et placé à la réserve une somme de \$50,000, ce qui porte ce fonds à \$400,000.

La politique suivie relativement à l'importance de l'érection d'une réserve au montant de 50 pour cent de notre capital, est la même que celle exprimée antérieurement ; et nous espérons d'ici à quelques années la réalisation de ce projet.

Le montant de nos dépôts ainsi que nos prêts et escomptes au commerce accuse une augmentation importante ; le chiffre de notre circulation cependant est beaucoup moindre, cette diminution qui est générale, a pour cause la légère demande de nos campagnes pour l'écoulement des produits agricoles.

Une demande très active pour des fins de commerce a maintenu durant l'année notre capital pleinement investi à des taux d'intérêt rémunérateurs.

Une agence de cette Banque a été ouverte en octobre dernier à Coaticook, dans les Cantons de l'Est ; le montant d'affaires déjà obtenu, par son importance confirme nos prévisions sur les avantages offerts par cette localité.

Nos agences ont été inspectées minutieusement, et nous notons un accroissement important de leur chiffre d'affaires.

Nous sommes heureux de reconnaître les bons services rendus à l'administration par les nombreux employés et officiers de cette institution ; leur fidélité et assiduité a contribué largement à faciliter le succès de nos opérations.

Considérant la dépression du commerce et l'état de stagnation qui a existé sur les affaires durant l'année qui vient de s'écouler, le montant des profits réalisés sur nos opérations rencontrera, nous l'espérons, la satisfaction générale des actionnaires.

Par ordre du Bureau,

J. GRENIER,
Président

Montréal, 1er Mars 1890.

ÉTAT GÉNÉRAL, VENDREDI 28 FEVRIER 1890 :

Dt.	
Billets de la Banque en circulation	\$ 731,274.00
Dépôts ne portant pas intérêt	1,436,763.95
Dépôt portant intérêt	2,474,869.55
Balances dues aux autres Banques ou Banquiers	120,051.34
Capital	\$1,200,000.00
Fonds de Réserve	400,000.00
Profits et Pertes	50,208.39
Dividende No. 88 payable le 3 Mars 1890	36,000.00
Dividende non réclamés	6,085.67
	\$1,692,294.06
	\$6,458,260.40
Ct.	
Espèces	\$ 73,876.96
Billets de la Puissance	295,143.00
Billets et chèques d'autres banques incorporées dans la Puissance	197,130.62
Balances dues par les autres banques	39,840.82
Prêts à demande sur actions et autres valeurs publiques	552,175.19
Immédiatement réalisable	\$1,158,166.59
Prêts et escomptes courants	\$5,091,437.06
Billets en souffrance garantis	12,315.42
Billets en souffrance non garantis	16,350.52
Hypothèques et jugements	82,240.90
Biens fonciers	38,303.70
Édifices de la Banque	51,444.74
	\$6,498,260.90

J. S. BOUSQUET,
Caissier

Nous soussignés, Auditeurs nommés à votre dernière assemblée générale annuelle, avons l'honneur de faire rapport : qu'après avoir fait un examen complet et détaillé des livres et valeurs, et après avoir pris connaissance de l'actif et du passif de la Corporation de la Banque du Peuple, nous déclarons avoir trouvé le tout tenu régulièrement et en accord avec l'état général de ses affaires ci-haut soumis.

P. P. MARTIN,
NOLAN DELILLE,
Auditeurs.

Montréal, 1er mars 1890.

Après la lecture de ces rapports, M. le Président prie M. J. S. Bousquet, le gérant de la Banque, de donner aux actionnaires quelques explications. M. Bousquet se lève au milieu de l'attention générale et prend la parole en ces termes :

DISCOURS DU GÉRANT

Avant de faire un relevé général, de la marche du commerce de cette province dans ses branches diverses, depuis la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires de cette Institution, je me permettrai d'ajouter quelques remarques additionnelles, à titre d'informations, au rapport des Directeurs qui vient de vous être soumis.

Le mouvement d'avant ainsi que le développement légitime des affaires de cette banque s'est maintenu ferme sous la direction énergique de votre Président, et de vos Directeurs et Administrateurs ;

L'année, cependant, qui vient de s'écouler, a été fertile en mauvais résultats qui ont eu pour causes principales la mauvaise récolte et les pluies incessantes et torrentielles qui créèrent cet état de dépression et de torpeur dans lequel est actuellement plongé le commerce ; aussi cette année a-t-elle été pour vos Directeurs, dans la gestion des affaires de cette banque, une source de grandes anxiétés.

Des faillites nombreuses décimèrent les rangs des négociants dans toutes les branches. ce qui n'a pas manqué d'affecter nos prêts qui se chiffrent par plusieurs millions aux industriels et marchands engagés dans ces diverses branches.

Les risques inhérents aux affaires de banque, lorsque le champ d'opérations est sous de telles circonstances, sont grands, et les pertes ne peuvent être évitées, même avec l'administration la plus sage et la plus prudente.

Parmi le grand nombre de marchands formant notre clientèle, nous avons eu à déplorer quelques faillites, plus ou moins désastreuses et le chiffre de nos pertes a été en proportion de l'augmentation des pertes générales éprouvées par le commerce ; le rendement de nos succursales spécialement a été pauvre et nous notons une baisse considérable leurs profits nets, qui a eu pour cause, le mauvais état du commerce dans nos campagnes.

En somme quoique nous notions un accroissement considérable du chiffre de nos affaires et de nos profits bruts, pour les raisons plus haut énumérées, les profits nets réalisés ont été moindres que ceux de l'année précédente.

Cependant quoique les résultats n'aient point atteint la hauteur de nos espérances, l'année n'a pas été perdue. Malgré tant de circonstances et d'éléments défavorables, notre rapport accuse une augmentation dans les dépôts de \$270,132.22 et nos avances au public qui étaient de \$5,169,687.98 sont maintenant de \$5,672,278.21. Il est bien vrai qu'une diminution assez forte se constate dans le chiffre de notre circulation, mais cette baisse est en proportion de la diminution qui se fait sentir dans la circulation générale des banques.

Le montant de nos affaires en souffrance se résume par un chiffre tout à fait nominal.

Donc si nous prenons en considération la dépression générale qui a existé sur les affaires, il est satisfaisant pour vos directeurs de pouvoir démontrer aux actionnaires que, comme résultat de leurs efforts, le mouvement de progrès et l'agrandissement légitime des affaires de cette banque ont été maintenus, et que notre bilan constate une augmentation de dépôts et d'avances au public sur l'année précédente, tandis que le montant de profits nets réalisés, a été de 10¼ pour cent de notre capital, ce qui est un résultat passable.

REVUE GÉNÉRAL

Pendant l'exercice que nous venons de clore, les affaires, en général, dans la Province, n'ont pas été moins satisfaisantes que celui des années précédentes ; ce qui a désappointé d'autant plus qu'on s'attendait à beaucoup mieux. L'exercice avait commencé sous de favorables auspices ; les conditions sous lesquelles il se présentait promettaient une augmentation de l'activité dans toutes les branches du commerce et une plus grande mesure de prospérité que nous n'en avons eue.

Trois causes principales ont influencé et, de fait, absolument contrôlé le cours des affaires ; ce sont : d'abord, les pluies à peu près incessantes qui ont continué du printemps à la fin de l'automne, sauf quelques rares intervalles de beau temps ; secondement, le maigre rendement des récoltes de grains et de céréales, et enfin, les bas prix inouïs des produits agricoles sur tous les marchés du pays.

Dans une province agricole comme la nôtre, le premier et le principal élément de la prospérité publique est une bonne récolte ; le second, c'est un prix satisfaisant pour cette récolte. Toute la population, d'une manière plus ou moins directe, est affectée par ces éléments ; c'est de là qu'elle tire sa subsistance et c'est l'abondance et le prix des récoltes qui déterminent le mouvement, la direction et le volume des affaires, les prix des marchandises, les profits ou les pertes qu'on en retire.

La récolte de 1889 a donc été mauvaise, par suite de la température froide, pluvieuse et hors de saison ; à l'exception de rares localités, les grains ont partout fait défaut ; même dans bien des cas les cultivateurs n'ont pas

récolté de quoi payer leurs semences et leur travail. Et les céréales ne sont pas seules dans ce cas ; la même chose est arrivée pour tout ce que la terre peut produire. Le foin seul fait exception : il a été abondant mais de pauvre qualité et le prix en est descendu si bas, dans quelques localités, qu'il ne rapporte pas au cultivateur la valeur du charroiyage pour le mener au marché.

La baisse du prix des grains s'explique par la surabondance des deux précédentes récoltes aux États-Unis. La statistique de la récolte des grains en 1889 aux États-Unis donne des chiffres qu'on n'avait encore jamais vus. Cette surabondance, arrivant malheureusement immédiatement après l'abondante récolte de 1888, a fait tomber les prix à un chiffre très bas ; ces bas prix ont naturellement influencé nos marchés et expliquent la baisse des prix ici, où nous nous trouvons dans cette situation anormale de n'avoir que très peu de grains à vendre et de ne pouvoir les vendre qu'à vil prix. Ces deux causes ont, par conséquent diminué de beaucoup la valeur de la production agricole de l'année. Elles ont enrayé les progrès de toute la population et des affaires qui tirent leur activité du produit de la récolte des cultivateurs et ainsi s'est évanouie la belle perspective qui se présentait à nous au commencement de 1889. Le manque de récolte prive la Province de millions de piastres et diminue d'autant sa capacité de consommation.

Comme conséquence première, les cultivateurs, partout, ont été appauvris et un grand nombre, obligés de payer l'intérêt des hypothèques dont leurs terres sont grevées, ont dû recourir à de nouveaux emprunts.

Privés de la source naturelle de revenus sur laquelle ils comptaient, ils ont demandé de l'aide temporairement aux marchands et aux banquiers. Au lieu de diminuer leur passif, ils se sont endettés d'avantage ; les marchands de la campagne qui, en prévision d'un commerce d'automne actif, que les débuts du printemps, d'ailleurs, semblaient indiquer, avaient acheté libéralement, ont été pris en défaut et sévèrement éprouvés ; ils se sont trouvés dans les angoisses d'une situation difficile, vu la modicité des ventes de l'automne, et l'impossibilité pour eux d'effectuer la rentrée de leurs avances faites cultivateurs ; de fait un grand nombre d'entre eux a dû succomber sous la pression des échéances.

Le volume des affaires a donc été beaucoup moindre, pour ces raisons, et son chiffre dans presque toutes les industries dénote une baisse considérable de rendements ; durant les derniers mois, la collection des crédits a été difficile à effectuer et les ventes ont été malheureusement faibles, ce qui a rendu la situation des marchands très gênée ; de fait, depuis quelque temps nous n'entendons que des plaintes et un grand nombre de faillites ont eu lieu ; ces épurations sont une conséquence inévitable de la dépression suivie et prolongée des affaires.

Pris dans leur ensemble, les résultats des inventaires démontrent que le public commerçant a ajouté bien peu au capital de l'an dernier.

FAILLITES

L'augmentation considérable du nombre des faillites pendant le dernier exercice forme le côté sombre du tableau. Les rapports des agences commerciales signalent, pour la Province, en 1889, 651 faillites, contre 492 l'année précédente ; le total des passifs en 1889 est porté à \$6,856,105, contre \$4,466,824 en 1888.

Ce tableau est loin d'être riant, et ces chiffres ont surpris beaucoup de gens. Chacun sait qu'il y a des faillites dans les années les plus prospères ; mais lorsque la liste se gonfle au point qu'elle a atteint en 1889, n'est-il pas naturel de se demander si, réellement ce n'est pas le résultat d'un état anormal de commerce dans certaines de ses branches.

On dira, pour nous rassurer, que ces faillites sont dues à la température à contre-saison que nous avons eue. Evidemment, le manque de récolte depuis, je puis bien dire, trois ans, suivi de la forte baisse sur le prix des grains, a pu ébranler des maisons auparavant solvables, par toute la province, car il s'en est suivi une diminution des ventes, un ralentissement des paiements, la pénurie chez les cultivateurs, enfin une diminution générale dans le volume des affaires.

Mais en scrutant minutieusement la situation et en analysant avec soin ces faillites, on constate que ce n'est pas seulement à l'absence des récoltes et aux bas prix des grains que sont dues ces augmentations dans le nombre des faillites et le montant du passif, mais qu'elles ont eu aussi pour causes l'état malsain du commerce dans quelques unes de ses branches.

Notre province paraît avoir été beaucoup plus éprouvée que les autres parties de la Puissance. La Province d'Ontario, si l'on en juge par la statistique des faillites, n'a pas empiré depuis l'année précédente ; tandis que, dans les provinces Maritimes, l'année a été prospère et la province de Manitoba se fait remarquer par le petit nombre et le peu d'importance de ses faillites.

Pour toute la confédération, le nombre des faillites a été de 1667 en 1888 et de 1764 en 1889, soit une augmentation de 97 : le total des passifs a été de \$14,000,000 en 1888 et de \$14,500,000 en 1889, soit une augmentation de \$500,000 ; dans la province seule de Québec, l'augmentation dans le nombre des faillites a été de 169, et dans le total des passifs de \$2,400,000. Nous figurons donc avec désavantage sur le tableau des désastres éprouvés durant l'année, et quoique les autres provinces aient eu comme nous une température défavorable, une pauvre récolte et de bas prix, leur commerce en général n'a pas été aussi mauvais que le nôtre et, sans l'appoint de nos faillites, le total des passifs pour tout le Canada aurait été inférieur à celui de 1888.

La raison en est que nous n'avons pas, autant que les autres provinces, la ressource de compter sur d'autres in-